



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331 Cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU

195 RTE D ESPAGNE
31036 TOULOUSE CEDEX 1
31100 Toulouse

Références : 2025/ 464
Code AIOT : 0100001340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU implanté 195 RTE D ESPAGNE 31036 TOULOUSE CEDEX 1 31100 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée à la suite d'un incident survenu le 29 juillet 2025 et déclaré le 28 août 2025 à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a entamé des tests de production progressifs en juin 2025. Le 29 juillet 2025, une fin de lot est rejetée et stockée dans le bac de neutralisation pour être évacuée, après des mesures de température et de pH, vers le réseau. Lors d'une ronde, un agent a signalé que les effluents, stockés dans le bac de neutralisation, présentaient une couleur marron. Le rejet est alors immédiatement isolé et des échantillons ont été prélevés et envoyés vers un prestataire externe pour analyse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU
- 195 RTE D ESPAGNE 31036 TOULOUSE CEDEX 1 31100 Toulouse
- Code AIOT : 0100001340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Just-Evotec Biologics EU a implanté à Toulouse, fin septembre 2024, une nouvelle usine destinée à fabriquer des anticorps et des produits thérapeutiques qui seront ensuite commercialisés aux acteurs de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique.

La mise en exploitation de ce site, autorisé par arrêté préfectoral du 24 août 2022, est prévue au 1er trimestre 2026. Des tests de production ont été entamés en juin 2025.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 03/09/2025, article R.512-69	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un rappel de l'article R512-69 du code de l'environnement a été fait pour informer l'exploitant de la nécessité de déclarer tout incident ou accident, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées.

Dès la survenue de l'incident, l'exploitant s'est rapproché des services de Eau de Toulouse Métropole et a entamé une expertise recherchant ainsi, à mieux appréhender ce qui s'est produit avant et après ce rejet. Des mesures d'urgence ont été mises en place en confinant ces rejets, en les analysant et en les évacuant par camions citernes vers une filière de traitement externe. Aujourd'hui, en plus des mesures d'urgence déjà mises en places, l'ensemble des effluents produits dans le site est quotidiennement tracé et une réflexion autour d'un renforcement de la filière de traitement de ces effluents est en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/09/2025, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident.

Constats :

Constats :

Conformément à ce qui a été annoncé lors de la visite d'inspection du 04 décembre 2024, les activités du site, et notamment la qualification des différents procédés, ont démarré en 2025 pour une mise en exploitation du site prévue au premier trimestre 2026. Au 1er trimestre, le laboratoire de développement s'est déployé. Ont suivi des phases de tests de production.

Le 29 juillet 2025 lors de ces tests, une fin de lot de 2700 l, soit moins de 3 m³, a été rejetée via le réseau public des eaux usées sur une courte durée. Alerté par la couleur des eaux contenues dans la cuve de neutralisation, l'exploitant a immédiatement confiné le volume restant et a suspendu les rejets vers la station d'épuration de Ginestous. Des échantillons sont alors prélevés en interne et envoyés vers un laboratoire externe pour analyse.

L'exploitant a décidé d'isoler les rejets du 30 juillet 2025 au 01^{er} août 2025 issus de la production et d'évacuer les rejets confinés vers une filière agréée pour être traités. À savoir, qu'au vu de la filière de traitement mise en place sur site, ces rejets subissent un traitement thermique puis sont acheminés vers une cuve de neutralisation - où sont mesurés en continu la température et le pH - avant d'être rejetés dans le réseau.

Dès la survenue de cet incident, l'exploitant a saisi Eau de Toulouse Métropole pour l'informer et pour mieux appréhender cette problématique. Cet accompagnement a permis de confirmer les mesures d'urgence mises en place et de programmer, à moyen et à long termes, des actions correctives.

Le 28 août 2025, soit près d'un mois après l'envoi de ces analyses, les résultats d'analyses ont révélé des dépassements des valeurs limites d'émissions.

Ces résultats ont révélé des dépassements des VLE autorisées (DCO, DBO, couleur, chlorures, sodium, cyanures) comme indiqué ci-après :

Paramètre	Valeur mesurée	Concentration maximale autorisée (AP du 24/08/2022)

		autorisée (AP du 24/08/2022)
DCO (mg/l)	29 900	2 000
DBO (mg/l)	1310	800
Couleur (mg Pt/l)	500	100
Chlorures (mg/l)	580	200
Sodium (mg/l)	1920	200
Cyanures (mg/l)	4,1	0,1

Ces analyses montrent la présence de cyanures. Au jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en capacité d'expliquer cette présence, d'autant qu'aucune source de cet élément ne figure dans les substances et produits entrant dans le process. Une recherche d'explication est en cours dans l'expertise engagée par l'exploitant.

L'exploitant précise que dès la réception de ces résultats, un courrier a été transmis le jour même au préfet et à l'inspection des installations classées pour l'informer de l'incident survenu le 29 juillet 2025. Il informe également des actions déjà mises en place et de celles programmées à l'issue de l'expertise dont voici les contours :

A court terme

- Renforcement de la fréquence d'analyses des effluents sus évoqué,
- Renforcement des paramètres à analyser. En plus des analyses prescrites par l'arrêté préfectoral : Chlorures, Sodium, Sulfates, couleur, AOX, Fer, Aluminium et ses composés, Zinc et ses composés.
- Déploiement d'un outil de suivi et de traçabilité des rejets dans l'objectif de caractériser leurs typologies.
- L'évacuation vers des filières agréées d'une partie des effluents issue du prochain lot de production

A moyen terme

- Réduction du délai d'obtention des résultats d'analyses permettant une meilleure réactivité. Il pourrait être envisagé l'internalisation de certaines analyses.

A long terme

- Mise en œuvre d'une filière de traitement appropriée sur site pour garantir le respect

- Mise en œuvre d'une filière de traitement appropriée sur site pour garantir le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté d'autorisation de déversement vers la station d'épuration Toulouse Ginestous.

La caractérisation des effluents en cours devra permettre d'étudier la faisabilité d'un traitement supplémentaire à mettre en place avant rejet.

A partir de septembre 2025, l'exploitant a décidé de maintenir le confinement d'une partie des effluents rejetée par la production et de les évacuer via un camion-citerne pour traitement. De même que le programme d'analyses a été maintenu et renforcé ; passage d'une fréquence hebdomadaire imposée par l'arrêté préfectoral à une fréquence quotidienne, et ce, jusqu'à l'identification de la source et la stabilisation de paramètres de qualité de ces effluents.

L'inspection des installations classées rappelle que dès la survenue d'un incident ou d'un accident, l'exploitant est tenu de l'en informer par mail ou par téléphone, dans les meilleurs délais. Il transmet également un rapport décrivant la chronologie de l'événement, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les mesures d'urgence prises, les mesures envisagées pour éviter que de tels événements ne se reproduisent...etc.

L'inspection rappelle qu'elle a transmis dès le 28 août 2025 la fiche de notification d'accident ou d'incident à compléter (fiche BARPI) et la retourner à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir :

1. un rapport d'analyse approfondie de l'évènement analysant les causes ;
2. des propositions d'actions, sur la base du retour d'expérience, visant à éviter qu'un incident similaire ne se reproduise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois